

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 06/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLAVI

450 rue du Champ Moyen
ZI de Fléville - BP 27
54710 Ludres

Code AIOT : 0007000615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement SOLAVI implanté 1053 avenue de l'Epinette 59113 Seclin. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLAVI
- 1053 avenue de l'Epinette 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007000615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOLAVI exerce sur le site de Seclin une activité de lavage intérieur de citernes alimentaires (liquides et pulvérulents et autres produits industriels non toxiques et non dangereux). L'intérieur des citernes est lavé par des nettoyeurs haute-pressure et est séché par de l'air chaud produit par un générateur au gaz naturel.

Les effluents aqueux résultant des opérations de lavage sont traités par une station interne de traitement avant de rejoindre le réseau communautaire.

L'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/01/1997 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28/06/2012 et du 14/05/2018.

Les installations sont soumises à autorisation au titre de la rubrique principale 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société SOLAVI a transmis un porter à connaissance à M. le préfet du Nord le 24/08/23. Les modifications présentées dans ce document consistent en :

- l'ajout d'une piste de lavage et rénovation des bâtiments administratifs;
- la récupération des premiers jus de lavage alimentaire;
- le changement de la chaudière;
- l'ajout d'un séparateur d'hydrocarbures;
- l'évolution de la nomenclature ICPE concernant la rubrique n°2920.

Les modifications sont pour la plupart d'ores-et-déjà mises en œuvre sur site. L'instruction de ce porter à connaissance fera l'objet d'un rapport de l'Inspection distinct du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets	Arrêté Préfectoral du 30/01/1997, article 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Réseau de collecte	AP Complémentaire du 28/06/2012, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Auto-surveillance	AP Complémentaire du 14/05/2018, article 7.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 30/01/1997, article 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Citernes routières autorisées au lavage	AP Complémentaire du 28/06/2012, article 5.3	Sans objet
4	Modalités d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21.III	Sans objet
6	Origine de l'approvisionnement en eau	AP Complémentaire du 28/06/2012, article 6.1	Sans objet
7	Consommation	AP Complémentaire du 28/06/2012, article 6.2	Sans objet
8	Déchets produits par la station d'épuration	AP Complémentaire du 28/06/2012, article 9.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Déchets produits par la station d'épuration	AP Complémentaire du 28/06/2012, article 9.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'un des objectifs de la visite était d'effectuer un retour sur les observations formulées par l'Inspection à l'issue de la visite d'inspection du 14/01/21.

La visite a également permis d'aborder la consommation d'eau de l'établissement ainsi que le traitement des effluents en sortie de site.

Plusieurs documents justificatifs sont attendus afin de statuer sur la conformité de l'exploitation, notamment concernant son réseau d'eaux pluviales et le traitement associé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/1997, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, identification des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différentes catégories d'effluents sont constituées par : [...]</p> <p>REJET n° 2 : Les eaux pluviales de voiries et de parking (environ 5 500 m² imperméabilisés) qui se rejettent, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures/déshuileur (dimensionné dans les conditions de pluviométrie décennale), dans le réseau communal d'eaux pluviales.</p> <p>REJET n° 3 : Les eaux issues de l'aire de distribution de carburant qui se rejettent, via un séparateur d'hydrocarbures d'une capacité minimum de 1,5 m³, dans le réseau eaux usées de la zone de l'Epinette.</p>
<p>Observation visite d'inspection 2021 :</p> <p>Les plans présentés par l'exploitant n'indiquent pas de séparateur d'hydrocarbures sur les réseaux d'évacuation des eaux pluviales de voirie. Les propos de l'exploitant ont confirmé l'absence de ce séparateur.</p> <p>Sur le plan, un séparateur est présent à la sortie de l'ancienne station service (rejet n°3), l'exploitant a confirmé verbalement qu'il n'est plus fonctionnel.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries potentiellement polluées, ne transitent pas par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau communautaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection de 2021, l'exploitant a transmis le 18/10/21 un devis pour l'installation d'un séparateur (référence 2021D008) auprès de la société ARVALHOME.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/04/24, l'exploitant indique qu'un séparateur d'hydrocarbures a été ajouté en juin 2023 à proximité de l'entrée principale du site afin de traiter les eaux pluviales de voiries et de parking, potentiellement polluées. Il s'agit d'un séparateur d'hydrocarbures 5 mg/l</p>

<p>avec débourbeur et by-pass référence SH2/6648/30/00 de SIMOP.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la facture dédiée à l'installation du séparateur, celle-ci n'étant pas encore disponible. En effet, l'implantation du séparateur hydrocarbures est incluse dans un chantier de rénovation globale du site (porter à la connaissance du préfet le 24/08/23 et qui fera l'objet d'un rapport de l'inspection indépendant du présent rapport de visite).</p> <p>Lors de la visite terrain, l'Inspection constate la tranchée de raccordement du séparateur hydrocarbures conformément aux plans présentés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit, sous 3 mois, la facture acquittée permettant de justifier de l'installation du séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Citernes routières autorisées au lavage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2012, article 5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, exploitation de la station de lavage de citernes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 2.5.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1997 susvisé sont remplacées par les suivantes:</p> <p>« L'installation est autorisée à laver les citernes routières transportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des produits alimentaires (amidon, farines, glucose, huiles végétales, sirop, sucres et dérivés, vins, ...), liquides ou pulvérulents; - des produits minéraux (ciment, craies, sables et autres produits minéraux inertes). <p>Toute citerne routière ayant contenu d'autres produits que ceux indiqués ci-dessus est interdite au lavage sur le site de Seclin »</p>
<p>Observation visite d'inspection 2021 :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14/01/21, l'Inspection a constaté que les citernes entrantes sur site sont suivies à l'aide d'un logiciel renseigné en temps réel lors des acceptations sur site.</p> <p>L'Inspection a contrôlé le registre par sondage et a noté des réceptions de citernes ayant contenu des polymères (billes de plastique, PVC, polypropylène) ainsi que différents produits pulvérulents métalliques non mentionnés à l'art. 5.3 (alumine, oxyde de zinc notamment). Un lavage de plâtre a également été noté.</p> <p>La rédaction de l'arrêté complémentaire de 2012 exclut le lavage de ces matières. Cependant les matières plastiques correspondent à l'activité initiale de LORAFRET autorisée par l'arrêté préfectoral du 30/01/97 et sont reprises dans le dossier de porter à connaissance de 2009 qui demandait l'extension des activités. Les pulvérulents métalliques sont également intégrés au dossier de 2009 (p.14/39 avec renvoi à l'annexe 36).</p> <p>Le rapport du 27/03/12 portant présentation en CODERST de l'arrêté complémentaire précise qu'il s'agit d'une extension d'activité et ne fait pas état d'échanges avec l'exploitant sur ces points. Compte tenu de ces éléments, ce point n'avait pas été relevé comme non conforme.</p>

<p>Cependant, il appartient à l'exploitant de demander la modification de l'arrêté complémentaire du 28/06/12 en justifiant la capacité des installations à traiter ces produits.</p> <p>L'inspection avait donc demandé à l'exploitant d'apporter les éléments justifiant que l'installation est apte à traiter un effluent résultant d'un lavage de citerne ayant contenu- des produits polymères (billes de plastique, PVC, polypropylène), des produits pulvérulents métalliques (alumine, oxyde de zinc.) ainsi que du plâtre.</p> <p>L'exploitant apportera les éléments justifiant que l'installation est apte à traiter un effluent résultant d'un lavage de citerne ayant contenu des produits polymères (billes de plastique, PVC, polypropylène), des produits pulvérulents métalliques (alumine, oxyde de zinc...) ainsi que du plâtre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 18/10/21, l'exploitant a indiqué les éléments suivants auprès de l'Inspection: <i>"La station de traitement physico-chimique biologique est équipée d'un dégrilleur en entrée de STEP permettant de récupérer toutes les principales matières en suspension (billes plastique PVC ,Polypropylène , polyéthylène ,etc...), puis le traitement physico-chimique capte les autres produits pulvérulents métalliques ainsi que le plâtre et tous les produits minéraux. Les déchets du dégrilleur tombent directement dans un bac de récupération , et les boues de traitement physico-chimique sont directement évacuées du silo décanteur dans une benne de décantation d'environ 15m³ ."</i></p> <p>L'exploitant indique avoir porté également ces éléments à la connaissance du préfet du Nord dans le dossier transmis le 24/08/23 (paragraphe 4 dédié à rappeler le type de citernes routières pour lesquelles la station de lavage de SOLAVI de Seclin est prévue). L'instruction de ce porter à connaissance fera l'objet d'un rapport de l'Inspection distinct et permettra la régularisation de la situation administrative sur le type de citernes routières admissibles sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2012, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau de lavage des citernes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires et effluents pollués des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Observation visite d'inspection 2021 :</p> <p>Le plan des réseaux est incomplet, notamment, l'installation de traitement des effluents n'y est pas représentée.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par transmission d'une note le 18/01/10 auprès de l'inspection, l'exploitant a fourni le plan d'évacuation des effluents. La station d'épuration de la MEL y est également indiquée. Ce plan est repris dans le porter à connaissance transmis le 24/08/23.</p> <p>Lors de la visite du 16/04/24, l'exploitant indique ne pas être en mesure de justifier du fonctionnement de l'ancien séparateur hydrocarbures qui récoltait les eaux pluviales de la station essence aujourd'hui supprimée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, sous 3 mois, le justificatif du curage des 2 séparateurs hydrocarbures présents dans son établissement.</p> <p>L'exploitant fournit, sous 3 mois, tout justificatif lui permettant de se positionner sur le fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures à proximité de l'ancienne station essence aujourd'hui démantelée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Modalités d'échantillonnage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21.III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, valeur limite d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p>
<p>Observation visite d'inspection 2021 :</p> <p>Les modalités d'échantillonnage des eaux rejetées au réseau sont insuffisamment formalisées. L'exploitant est invité à rédiger une note, procédure ou tout autre document permettant d'assurer la représentativité et la conservation des échantillons.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/06/2012 ayant été modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/05/2018, il n'y a pas de prescription préfectorale pour l'échantillonnage. À défaut, les prescriptions de l'arrêté du 02/02/1998 modifié s'appliquent.</p> <p>L'exploitant a transmis le 18/10/21 une fiche procédure de contrôle et d'échantillonnage des effluents plus détaillée (datée du 19/02/21). Elle précise notamment les paramétrages de prélèvements (600mL toutes les 3h) ainsi que les différents contenants à remplir à destination du laboratoire d'analyse.</p>

<p>La visite d'inspection du 16/04/24 a permis de refaire le point sur les modalités de cette procédure:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi en continu est assuré par une sonde installée dans un regard en aval de l'installation de traitement des eaux de process; - une centrale permet le suivi continu du débit, de la température et du pH. Le chef de station effectue une ronde matinale et transmet une photographie du tableau de contrôle au responsable qui s'assure visuellement de l'absence de dérive. Pour exemple, l'exploitant indique que le constat d'un pH faible induit une action corrective immédiate via le nettoyage du réseau; - les données sont extraites mensuellement pour être traitées informatiquement.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Auto-surveillance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/05/2018, article 7.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme d'auto-surveillance dont la nature et la fréquence sont définies comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volume journalier : en continu - Débit de pointe horaire : en continu - Température : en continu - pH : en continu - DBOS : mensuel - DCO : mensuel - MEST : mensuel - Azote Kjeldhal : mensuel - Phosphore total : mensuel - METOX : Annuel
<p>Constats :</p> <p>À l'issue de l'inspection du 14/01/21, un cadre de saisie GIDAF a été créé conformément à l'arrêté ministériel du 28/04/14 pour permettre la saisie des données d'autosurveillance et leur transmission à l'Inspection des installations classées.</p> <p>Constat est fait que l'exploitant renseigne GIDAF à fréquence mensuelle.</p> <p>Les analyses mensuelles et annuelles sont réalisées sur un échantillon constitué par un préleveur automatique asservi au débit. La fréquence des analyses est respectée.</p> <p>Le dernier rapport mensuel d'analyse réalisé par Eurofins (N°AR-24-IX-085518-01) disponible sous GIDAF date du 11/04/24 suite au prélèvement du 13/03/24.</p> <p>L'Inspection constate l'absence de dépassement et le respect des paramètres contrôlés.</p> <p>Interrogé sur la convention de rejet établie avec la MEL, l'exploitant indique que les valeurs limite d'émission qui y figurent ont été calées au regard de celles figurant dans l'arrêté de prescription complémentaire du 14/04/18.</p> <p>L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2/02/98: "[...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une</p>

<p>fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.[...].</p> <p>L'exploitant indique ne pas mettre en œuvre ce contrôle de recalage au moins une fois tous les deux ans par un laboratoire d'analyse externe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, sous 1 mois, la convention de rejet à la STEP d'Houplin-Ancoisne établie avec la MEL.</p> <p>L'exploitant transmet, sous 3 mois, un justificatif attestant de la réalisation d'un contrôle de recalage par un laboratoire d'analyse externe.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Origine de l'approvisionnement en eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2012, article 6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau de lavage des citernes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau utilisée dans l'établissement et destinée au lavage des citernes provient du réseau d'eau public de la ville de Seclin.</p> <p>Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Réseau public : 20 000 m³/an.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé du totalisateur est effectué au minimum une fois par semaine, et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau utilisée sur site provient en totalité du réseau public. Le compteur global est relevé chaque jour ouvré, matin et soir afin d'identifier rapidement la moindre fuite du réseau. L'exploitant tient un registre de suivi des consommations. Ce registre a été consulté lors de la visite d'Inspection. Les volumes consommés sur les dernières années sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 18 383m³ pour 2021; - 15 879m³ pour 2022; - 12 093m³ pour 2023.

Par courriel en date du 16/04/24, l'exploitant a transmis à l'Inspection les 4 factures trimestrielles au titre de l'année 2023 auprès d'ILEO, fournisseur d'eau pour la MEL ainsi que ses tableaux de suivi depuis 2021. Les factures sont en adéquation avec la consommation annoncée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consommation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2012, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau de lavage des citernes

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la quantité d'eau mise en œuvre y compris lorsqu'il s'agit d'effluents de rinçage réutilisés après traitement in situ. Pour cela, l'exploitant définit les spécifications minimales que doivent respecter les eaux entrant dans le process pour que le lavage soit efficace.

Constats :

Interrogé sur la consommation d'eau de l'établissement, l'exploitant indique observer une baisse d'année en année (cf. point de contrôle précédent). Celle-ci est en lien non seulement avec le plan de modernisation de l'installation (faisant l'objet du porter à connaissance à M. le préfet du Nord le 24/08/23), mais également avec une baisse d'activité.

L'exploitant expose que le plan de modernisation consiste notamment en l'implantation d'une nouvelle chaudière vapeur et l'ajout d'une 3^e piste de lavage.

L'exploitant précise que l'objectif global de ce plan est d'améliorer la performance des équipements, et notamment des consommations d'eau lors des lavages de citernes. Il indique que la consommation d'eau pour le lavage d'une citerne est globalement passée de 2m³ à 1m³. Cette diminution s'explique notamment par:

- l'automatisation des cycles de lavage et l'instauration de programmes de lavage selon le type de produit qui est entré sur site (avec possibilité pour l'agent en charge du lavage de prendre la main sur le cycle et réguler le besoin en eau si une citerne nécessite un lavage plus approfondi) ;
- l'adoucissement de l'eau qui évite notamment l'entartrage du système ;
- l'usage d'une eau chaude (T=85°) qui améliore l'efficacité du lavage mais aussi du séchage ;
- le refroidissement des pompes.

Par ailleurs, l'exploitant indique que l'ajout de la 3^e piste de lavage est mise en œuvre dans le respect de l'article 7.6 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 14/05/18 prescrivant une quantité maximale d'eau journalière pour le lavage de 70 m³/jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déchets produits par la station d'épuration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2012, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets valorisés, traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations de traitement ou d'élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats :

L'exploitant indique que le plan de modernisation faisant l'objet du porter à connaissance du 24/08/23 consiste en:

- l'ajout d'une piste de lavage et rénovation des bâtiments administratifs ;
- la récupération des premiers jus de lavage alimentaire ;
- le changement de la chaudière ;
- l'ajout d'un séparateur d'hydrocarbures.

Les premières eaux de lavage de la piste alimentaire (piste n°3), dit « premiers jus alimentaires », sont les plus chargées en résidus alimentaires. Elles sont récupérées et stockées dans une cuve enterrée de 48 m³. Ces premiers jus sont ensuite récupérés par pompage par une entreprise spécialisée pour être traités dans une unité de méthanisation.

Une vanne à deux voies est installée dans un regard à la sortie de la piste n°3, dirigeant les effluents soit vers la cuve à premiers jus soit vers la station d'épuration interne.

La récupération des premiers jus alimentaires réduit la charge à traiter par la station d'épuration interne.

La cuve enterrée de récupération des premiers jus est vidée par pompage environ une fois par mois par un prestataire spécialisé via un camion de 30 tonnes (selon les éléments du porter à connaissance du 24/08/23). Les effluents sont ainsi acheminés jusqu'à une unité de méthanisation.

Lors de la visite, l'exploitant met à disposition de l'Inspection l'arrêté préfectoral d'enregistrement de la demande présentée par la SARL ENERGIE VERTE DU BAYARD concernant l'installation de méthanisation de déchets agricoles et d'injection du biométhane située à Estaires, en date du 29/05/19.

Le porter à connaissance du 24/08/23, en cours d'instruction, nécessitera donc la mise à jour de la liste des déchets sortants et la prise en compte du traitement des déchets de l'installation par la filière méthanisation.

Par ailleurs, l'exploitant indique faire appel à la société SODI implantée à La Chapelle d'Armentières pour l'évacuation des boues de décantation. La société SODI est régulièrement autorisée à exercer ses activités de collecte de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2004.

L'exploitant mentionne solliciter l'intervention de SODI dès lors que la benne recevant les boues de décantation est pleine.

L'exploitant indique procéder à sa déclaration sur Trackdechets. L'Inspection n'a pas procédé à la vérification des déclarations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets produits par la station d'épuration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/06/2012, article 9.3

Thème(s) : Risques chroniques, Nature et caractéristique des déchets produits par la station d'épuration

Prescription contrôlée :

Le principal déchet généré par le fonctionnement normal de l'installation précitée est limité à la quantité suivante:

Référence nomenclature déchets (annexe II de l'article R.541-8 du CE)	Nature du déchet	Filière de traitement	Quantité maximale annuelle produite de déchets en fonctionnement normal
19.08.14	I Boues résiduaires de station d'épuration	E-VAL	100 m ³

Constats :

Comme évoqué dans le point de contrôle n°8, l'instruction du porter à connaissance du 24/08/23 mènera à une mise à jour des déchets sortants et la prise en compte du traitement des déchets de l'installation par la filière méthanisation (à titre indicatif, l'exploitant a indiqué un volume de déchets de 30 tonnes d'effluents destinés à la méthanisation par mois).

Lors de la visite, l'exploitant met à disposition le bordereau de suivi des déchets (BSD) du 12/12/23 indiquant le prélèvement de 29 tonnes de déchets classés sous la rubrique 16 07 99. Le BSD n'est pas numéroté.

Par ailleurs, l'exploitant a fourni l'ordre d'intervention OIAH24040011 du 9/04/24 auprès de la société SODI pour le pompage et le nettoyage de la fosse "poste de relevage", du puisard en entrée de fosse et de la benne. Le BSD n°BAH24040007 du 10/04/24 indique une quantité de déchets liquides évaluée à 10 tonnes (rubrique 160799)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à la numération des BSD des déchets sortants de son établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/1997, article 7.1

Thème(s) : Risques chroniques, rejets

Prescription contrôlée :

Les différentes catégories d'effluents sont constituées par :

REJET n° 1 : Les eaux pluviales de toiture (= 600 m² de toiture) qui rejettent dans le réseau communal d'eaux pluviales.

REJET n°2 : Les eaux pluviales de voiries et de parking (environ 5 500 m² imperméabilisés) qui se rejettent, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures/déshuileur (dimensionné dans les conditions de pluviométrie décennale), dans le réseau communal d'eaux pluviales.

REJET n° 3 : Les eaux issues de l'aire de distribution de carburant qui se rejettent, via un séparateur d'hydrocarbures d'une capacité minimum de 1,5 m³, dans le réseau eaux usées de la zone de l'Epinette.

REJET n° 4 : Les eaux de vannes et sanitaires, qui rejoignent directement le réseau eaux usées de la zone.

REJET n°5 : Les eaux de lavage qui se rejettent dans le réseau eaux usées de la zone après passage, via un débourbeur de particules denses (décantation de matières lourdes) et, une grille et un panier dégrilleur (retenant les matières flottantes).

L'ensemble des rejets est collecté dans le réseau séparatif de la zone de l'Epinette, respectivement eaux pluviales et eaux usées, pour rejoindre ensuite la Station d'Épuration Urbaine d'Houplin-Ancoisne.

Constats :

Interrogé sur les rejets d'eaux pluviales de l'établissement, l'exploitant n'est pas en mesure de définir le nombre de points de rejets exact. Selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/01/97, 3 points de rejets des eaux pluviales sont recensés. L'Inspection rappelle que le réseau de collecte des eaux pluviales de toiture, non polluées, doit être séparé de celui des eaux pluviales de voirie, susceptibles d'être polluées, afin d'éviter toute dilution. Selon les plans analysés en salle et fournis dans le dossier de porter à connaissance du 24/08/23, un seul point de rejet des eaux pluviales est identifié. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/01/97.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne, sous 3 mois, sur le fonctionnement du réseau des eaux pluviales de l'établissement.

L'exploitant transmet à l'Inspection tout document permettant de justifier la conformité, ou un plan d'action permettant la mise en conformité, du réseau d'eaux pluviales au regard de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/01/97.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois